

Des syndicats européens demandent aux entreprises figurant dans la base de données des Nations unies de se désengager des activités économiques dans les colonies de peuplement israéliennes illégales

Description

Fin janvier, une coalition de 34 syndicats européens a adressé une lettre aux [112 entreprises qui figurent dans la base de données des Nations unies en raison de leur complicité et/ou leur implication dans les colonies de peuplement israéliennes illégales](#).

Le 12 février 2020, le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié une base de données des entreprises qui sont impliquées dans des activités commerciales qui maintiennent et facilitent l'entreprise coloniale de peuplement israélienne dans les Territoires palestiniens occupés. Cette base de données répertorie 112 entreprises qui, suite à des consultations et des recherches par les Nations unies, se sont impliquées dans des activités commerciales substantielles et matérielles en lien avec les colonies.

Dans leur lettre, les organisations syndicales demandent à ces entreprises de se retirer immédiatement de toute activité dans les colonies israéliennes illégales, y compris de la fourniture d'équipements et de services.

« Nous continuerons à encourager les gouvernements, les organismes publics et les fonds de pension à prendre des mesures pour garantir que les décisions d'achat, de passation de marchés et d'investissement ne contribuent pas à violer les droits de l'homme et du travail et le droit international, en recourant à l'engagement et au désinvestissement le cas échéant » déclarent les syndicats.

[European trade unions call on companies listed in the UN database to disengage from economic activities in illegal Israeli settlements](#)

Vous pouvez lire un exemple de lettre complète ICI. (<http://www.etun-palestine.org/site/wp-content/uploads/2021/02/Airbnb-Inc.-1.pdf>)

Le Réseau syndical européen pour la justice en Palestine

À

Airbnb Inc.

Le 28 janvier 2021

Cher monsieur, madame,

Des syndicats européens demandent à Airbnb Inc. de se désengager de vos activités économiques dans les colonies de peuplement illégales israéliennes.

Nous vous écrivons au nom du Réseau syndical européen pour la justice en Palestine, une coalition de 34 organisations syndicales européennes représentant plus de 6 millions d'adhérents, afin d'exprimer notre profonde inquiétude concernant l'implication de l'entreprise Airbnb Inc. dans ou avec les colonies israéliennes illégales dans les territoires palestiniens occupés.

Le 12 février 2020, le bureau du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme (HCDH) a publié une base de données des entreprises impliquées dans des activités commerciales qui maintiennent et facilitent l'entreprise coloniale de peuplement israélienne illégale dans les TPO. Cette base de données répertorie 112 entreprises, dont Airbnb Inc., qui, suite à des consultations et des recherches par les Nations unies, se verraient impliquées dans des activités commerciales substantielles et matérielles en lien avec les colonies.

En tant que représentants de syndicats européens, nous vous exhortons à vous retirer immédiatement de toute activité dans les colonies israéliennes illégales, y compris de la fourniture d'équipements et de services.

En outre, nous continuerons à exhorter l'Union européenne et les gouvernements européens à prendre des mesures pour que les entreprises mettent fin d'urgence à leur implication dans les activités liées à la colonisation, conformément à leurs obligations conventionnelles et aux principes directeurs des Nations unies sur les entreprises et les droits de l'homme. Nous continuerons également à encourager les gouvernements, les organismes publics et les fonds de pension à prendre des mesures pour garantir que les décisions d'achat, de passation de marchés et d'investissement ne contribuent pas à violer les droits de l'homme et du travail et le droit international, en recourant à l'engagement et au désinvestissement le cas échéant.

Amitiés

Koen Vanbrabandt

Président du Réseau syndical européen pour la justice en Palestine

Traduction : BP pour l'Agence Média Palestine

Source: [ETUN Palestine](#)

date créée
2021/02/05